BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2016

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;
b) la copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
- **a) les détails de ces ententes;**
- **b) les résultats obtenus à ce jour;**

h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

IDENTIFICATION	DESCRIPTION			COÛT
FONCTION	Endroit	DATE	BUT DU VOYAGE	
Président de l'organisme	Halifax (Nouvelle-Écosse)	Départ : 15 sept. 2015 Retour : 15 sept. 2015	Réunion du Conseil d'administration dont fait partie Monsieur Pierre Baril. Assemblée annuelle du MEOPAR (Marine Environmental Observation Prediction and Response Network) le 15 septembre 2015. Le MEOPAR est formé d'une équipe de chercheurs canadiens, laquelle aborde les questions environnementales liées au milieu marin dans les régions côtières. Les membres se réunissent pour échanger, initier et coordonner sur les éventuels travaux de recherche. L'objectif du MEOPAR est d'établir de nouveaux partenariats afin d'évaluer et de prédire les risques relatifs aux milieux marins et d'y réagir et par conséquent, réduire les pertes économiques, les difficultés pour la société et la dégradation de l'environnement.	Tous les coûts ont été assumés par le MEOPAR

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 18)** lorsque des coûts sont assumés par l'organisation.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
b) les coûts ventilés ;
c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

IDENTIFICATION		DESCRIPTION			COÛT
NOM	FONCTION	ITINÉRAIRE	DATE	BUT DU VOYAGE	
Pierre Baril	Président			Aucun déplacement en avion ou hélicoptère **au Québec** pour le dirigeant du BAPE	0,00 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 17).**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
b) les noms des firmes de publicité retenues;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

AVIS PUBLICS POUR LES AUDIENCES PUBLIQUES ET MÉDIATIONS(1) (Presse écrite)	**2015-2016**
Projet de réaménagement de la route 132 et de reconstruction du pont Arthur-Bergeron à Grand-Métis et à Sainte-Flavie (médiation)	397 $
Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 988 $
Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville	1 665 $
Projet de construction du poste Saint-Patrick à 315-25 kV dans l'arrondissement Le Sud-Ouest à Montréal	1 276 $
Projet de parc éolien Nicolas-Riou dans les MRC des Basques et de Rimouski-Neigette	1 807 $
Projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-5	1 712 $
Projet de parc éolien Mont Sainte-Marguerite à Saint-Sylvestre, Saint-Séverin et Sacré-Coeur de Jésus	1 480 $
Projet d'élargissement et de réhabilitation de la Grande Allée entre la Place de la Couronne et le chemin de fer du CN par les Villes de Brossard (médiation)	849 $
Projet Oléoduc Énergie Est - section québécoise	3 595 $ estimé
Total – Avis publics – Audiences et Médiations	**14 769 $**

(1) Publicité obligatoire régie par une loi, un règlement et des règles de procédure. Cette publicité obligatoire correspond essentiellement à des placements-médias réalisés par le Centre de services partagés du Québec.

Diffusion des communiqués de presse	**2015-2016**
Périodes d'information et de consultation du dossier par le public (26 diffusions)	343 $
Enquêtes et audiences publiques et enquêtes avec médiations (48 diffusions)	847 $
Total – Communiqués de presse	**1 190 $**

Publicité et articles promotionnels (divers)[1]	**2015-2016**
Impression de feuillet « Twitter »	202 $
Total – Publicité et articles promotionnels	**202 $**
Commandites	**2015-2016**
Aucun	
Total – Commandites	**-**

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

[1]L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 24)**.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
h) le but visé par chaque dépense;
i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Aucune dépense relative à ces événements pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Aucune dépense en formation de communication organisée par le BAPE en 2015-2016.

Aucune dépense en formation de communication organisée par une firme externe en 2015-2016.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphes 22 et 23)**.

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Ne s'applique pas au BAPE.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
9227-5593 Québec inc. (expertise de Unsal Ozdilek)	Expert pour la réalisation d'une étude sur "Les fondements analytiques (conceptuels) des impacts du parc éolien sur la valeur marchande des propriétés résidentielles unifamiliales" pour le mandat "Projet de parc éolien Mont Sainte-Marguerite à Saint-Sylvestre, Saint-Séverin et Sacré-Cœur-de-Jésus".	4 000,00 $	De gré à gré
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada)	Entreposage des copies de sécurité en informatique - avril 2015 à mars 2016.	2 300,00 $	De gré à gré
Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada)	Annuaire Inscription Affaires - Année 2015-2016.	2 100,00 $	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Best Western hôtel St-Bernard	Hébergement (7 personnes) les 19, 20 et 21 mai 2015 lors de la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville".	2 289,00 $	De gré à gré
Best Western hôtel St-Bernard	Hébergement (6 personnes) et location de salle de réunion les 16, 17 et 18 juin 2015 lors de la 2e partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville".	2 112,00 $	De gré à gré
Centre de Congrès & Hôtel La Saguenéenne	Hébergement les 28 et 29 avril 2015 lors de la 1re partie du mandat "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay–Lac-Saint-Jean" (6 personnes).	1 056,00 $	De gré à gré
Centre de Congrès & Hôtel La Saguenéenne	Hébergement les 25, 26, 27 et 28 mai 2015 (1 personne) et les 26, 27 et 28 mai 2015 (4 personnes) lors de la 2e partie du mandat "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay–Lac-Saint-Jean".	1 793,50 $	De gré à gré
Christine Paré Communication	Avenant au contrat pour la révision linguistique pour le mandat d'enquête et d'audience publique sur "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" (rapport # 308). Contrat initial de 4 000 $	4 241,25 $	De gré à gré
Christine Paré Communication	Révision linguistique pour le mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-5" (rapport # 322).	1 212,50 $	De gré à gré
Club de golf Rawdon inc.	Service Internet pour Webdiffusion à la salle satellite de Rawdon pour la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de ligne à 735 kV de la Chamouchouane–Bout-de-l'Île, du Saguenay–Lac-Saint-Jean à Montréal".	1 179,31 $	De gré à gré
Coop Carbone	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation d'une étude sur "Le fonctionnement de la taxe carbone en Alberta et sur l'impact prévu de cette taxe sur le développement de l'industrie de cette province" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	5 600,00 $	De gré à gré
Corporation de gestion du Parc du Mont-St-Mathieu	Location d'une salle et sonorisaton pour la séance d'information du 9 juillet 2015 dans le cadre de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet de parc éolien Nicolas Riou dans les MRC des Basques et de Rimouski Neigette".	1 024,13 $	De gré à gré
Det Norske Veritas (Canada) Ltd.	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour répondre aux questions de la commission et des participants sur les "Caractéristiques techniques du pipeline et des installations et les intégrités des pipelines (normes et meilleures pratiques) et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	11 000,00 $	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Dufresne Hébert Comeau, Avocats	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation d'un étude sur "L'encadrement législatif et réglementaire du transport d'hydrocarbures par pipeline - capacité et rôles à l'échelle locale et régionale" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	8 500,00 $	De gré à gré
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction en anglais du rapport conjoint ainsi que la synthèse et la conclusion du rapport de la commission "Les enjeux de la filière uranifère au Québec" (rapport # 308) (38 000 mots).	8 827,97 $	De gré à gré
Gingras, Line (004)	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour" (rapport # 315).	1 192,50 $	De gré à gré
Gingras, Line (004)	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville" (rapport # 318).	1 788,75 $	De gré à gré
Groupe CSA	Experts invités par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour sa participation aux séances publiques et répondre aux questions de la commission et du public sur le "Processus d'établissement des normes en matière d'intégrité des pipelines et sur les "Normes versus meilleures pratiques" (frais de déplacement)	3 000,00 $	De gré à gré
Guay, Mélissa (002)	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay–Lac-Saint-Jean" (rapport # 317).	1 900,00 $	De gré à gré
Guay, Mélissa (002)	Révision linguistique du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-5" (rapport # 322).	1 200,00 $	De gré à gré
Hôtel le Manoir (9102-5361 Québec inc.)	Hébergement les 19, 20, 21 et 22 octobre 2015 (5 personnes) et location de salle de réunion les 20, 21 et 22 octobres 2015 lors de la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-5".	2 660,00 $	De gré à gré
Hôtel le Manoir (9102-5361 Québec inc.)	Hébergement les 16, 17 et 18 novembre 2015 (4 personnes) et location de salle de réunion les 17 et 18 novembres 2015 lors de la 2e partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet d'amélioration de la route 389 entre Baie-Comeau et Manic-5".	1 616,00 $	De gré à gré
Hôtel Motel la Différence	Hébergement les 20, 21 et 22 octobre 2015 (6 personnes) et location de salle de réunion le 23 octobre 2015 lors de la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien Mont Sainte-Marguerite à Saint-Sylvestre, Saint-Séverin et Sacré-Coeur-de-Jésus".	1 472,54 $	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Hôtel Trois-Pistoles	Hébergement les 28 et 29 septembre 2015 lors de la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de parc éolien Nicolas Riou dans les MRC des Basques et de Rimouski Neigette" (6 personnes).	1 056,00 $	De gré à gré
Hydro Génie inc.	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour répondre aux questions de la commission et des participants sur les "Caractéristiques techniques du pipeline et des installations et sur l'intégrité des pipelines – normes et meilleures pratiques" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 500,00 $	De gré à gré
Hydro-Québec	Hébergement les 10 et 11 novembre 2014 (7 personnes) lors de la 3e phase du mandat d'enquête et d'audience publique "Les enjeux de la filière uranifère au Québec".	2 940,00 $	De gré à gré
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)	Hébergement le 19 mai 2015 (1 personne) et location de salle de réunion le 20 mai 2015 lors de la rencontre préparatoire et hébergement le 25 mai 2015 (5 personnes) lors de la 1re partie du mandat d'enquête et d'audience publique "Projet de construction du poste Saint-Patrick à 315-25 kV dans l'arrondissement Le Sud-Ouest à Montréal".	1 007,12 $	De gré à gré
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Enjeux de la filière uranifère au Québec" (rapport # 308).	2 750,00 $	De gré à gré
Iris Design	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour" (rapport # 315).	3 000,00 $	De gré à gré
Iris Design	Cartographie des rapports d'enquête et d'audience publique "Projet d'ouverture et d'exploitation de la mine d'apatite du Lac à Paul au Saguenay–Lac-Saint-Jean" (rapport # 317) et "Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville" (rapport # 318).	5 717,50 $	De gré à gré
Jaguar Média inc.	Renouvellement de l'abonnement annuel "Réseau d'information municipale" (RIM)	1 325,00 $	De gré à gré
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	Travaux de validation du "Rapport annuel de gestion 2014-2015".	5 600,00 $	Appel d'offres sur invitation
Navius Research	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation d'une étude sur les "Principaux scénarios d'émissions de GES associés à la présence d'une nouvelle infrastructure de transport du pétrole" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	5 200,00 $	De gré à gré
Netelligent Hosting Services inc.	Hébergement du site Web du BAPE du 1er décembre 2015 au 31 mai 2016.	1 548,00 $	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Pelletier, Émilien	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation d'une étude sur "Les méthodes d'intervention à privilégier en cas de déversement d'hydrocarbures qui auraient un impact sur les systèmes côtiers" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	3 120,00 $	De gré à gré
Pige Communication inc.	Réalisation du montage du "Rapport annuel de gestion 2014-2015".	1 175,00 $	De gré à gré
Savaria Experts-conseils inc.	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation d'une étude sur "Les scénarios de déversement de pétrole - en amont de Montréal" et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	4 700,00 $	De gré à gré
Société de Contrôle Johnson, S.E.C.	Entretien planifié de l'unité de climatisation "Confort Air - Liebert" dans la salle informatique - du 1er janvier au 31 décembre 2016.	1 588,00 $	De gré à gré
Société Géo'Graph inc.	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Projet d'aménagement d'une minicentrale hydroélectrique de la Onzième Chute de la rivière Mistassini par la Société de l'Énergie communautaire du Lac Saint-Jean" (rapport # 314).	3 025,00 $	De gré à gré
Société Géo'Graph inc.	Cartographie du rapport d'enquête et d'audience publique "Programme décennal de dragage d'entretien des installations portuaires de la Compagnie minière IOC à Sept-Îles " (rapport # 316).	2 378,75 $	De gré à gré
Université Laval (François Anctil, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour répondre aux questions de la commission et des participants dans son champs d'expertise se rapportant à l'impact potentiel des changements climatiques et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	2 500,00 $	De gré à gré
Université Laval (Patrick González, professeur)	Expert invité par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour répondre aux questions de la commission et des participants dans son champs d'expertise se rapportant sur le marché du pétrole et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	4 000,00 $	De gré à gré

NOM DU FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	Montant	Mode d'octroi
Université du Québec à Rimouski (Marie-José Fortin, professeure) (Yann Fournis, professeur) (Geneviève Brisson, professeure)	Experts invités par la commission d'enquête sur le "Projet Oléoduc Energie Est – section québécoise" pour la préparation et la présentation des études réalisées sur les thèmes des impacts sociaux, de l'acceptabilité sociale et de la gouvernance des ressources naturelles et, le cas échéant, répondre aux questions écrites de la commission. (honoraires et frais de déplacement)	4 500,00 $	De gré à gré
Voyages Laurier du Vallon et Air Canada	Émission de billets d'avion Québec/Sept-Îles/Québec pour la deuxième partie du mandat d'enquête et d'audiences publiques "Programme décennal de gragage d'entretien des installations portuaires de la Compagnie minière IOC à Sept-Îles", Départ le 14 avril 2015 et retour le 15 avril 2015 (3 personnes)	2 067,76 $	De gré à gré
Ville de Brossard	Location d'une salle et sonorisaton pour la séance d'information du 7 décembre 2015 dans le cadre de la période d'information et de consultation du dossier par le public du "Projet d'élargissement et de réhabilitation de la Grande Allée entre la Place de la Couronne et le chemin de fer du CN par les Villes de Brossard".	1 373,40 $	De gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

QUESTION GÉNÉRALE N^O 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;
f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat octroyé par le BAPE n'a fait l'objet de coûts additionnels et par conséquent d'une autorisation du dirigeant, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le BAPE n'a pas fait d'appels d'offres publics.

Ces informations seraient toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N^{O} 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:

a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

Aucun contrat à des consultants externes intégrés par le BAPE.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Le BAPE n'a aucun projet de développement informatique de plus de 100 000 $ en 2015-2016.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  I. a) au Québec;
  II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	**Dépense totale pour l'organisme**
Photocopie[1]	10 545 $
Mobilier de bureau	0 $
Ameublement	0 $
Distributeurs d'eau de source	0 $
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas[2]	
– Frais de transport (automobile, train, taxi, etc..)	16 515 $
– Frais d'hébergement	31 146 $
– Remboursement rapports de frais[3]	26 975 $
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes -Activité reconnaissance – retraités et 25 ans de service (Comprend les cadeaux remis aux employés. Aucun frais d'alcool)	494 $
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
– a) au Québec	6 578 $
– b) à l'extérieur du Québec	0 $

1. Inclus la location des photocopieurs et l'achat de papier pour les photocopieurs.
2. Ces frais sont à 96% imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats de périodes d'information et de consultation du dossier par le public et les mandats d'enquête et d'audience publique ou mandats d'enquête avec médiation. Ces frais n'inclus pas les allocations de séjour prévues au décret des membres du Bureau (14 700 $/an X 3 soit 44 100 $ pour l'exercice).
3. Ces frais inclus en général les remboursements de frais de repas ou les indemnités que les employés ont droit. Ils peuvent inclure le remboursement de certains frais de transports. Le total de ces frais inclus les dépenses de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
d) les coûts d'acquisition des appareils;
e) le coût d'utilisation des appareils;
f) le coût des contrats téléphoniques;
g) les noms des fournisseurs;
h) le nombre de minutes utilisées;
i) les ordinateurs portables;
j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
k) le coût des frais d'itinérance;
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

	2015-2016
Nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », Iphone ou autre type de téléphone intelligent Nombre de clés USB ou Borne Wi-Fi	18 2
Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres)	0
Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
Coûts d'acquisition des appareils	650 $
Coût d'utilisation des appareils (total des frais mensuels et de consommation)	5 010 $
Coût des contrats téléphoniques (total des frais mensuels)	4 304 $
Nom des fournisseurs	Rogers, Bell et Telus
Nombres de minutes utilisées (avril 2015 à février 2016)	34 757 minutes
Ordinateurs portables (Renouvellement du parc informatique)	6 777 $ Qté : 5
Nombre d'ordinateurs portables utilisés • en prêt pour les usagers et pour les séances publiques • pour la webdiffusion et vidéo conférence	 40 9
Coût des frais d'itinérance	63 $
Coûts de résiliation	0 $

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 25).**

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

Catégorie d'emploi[1]	Moins de 35 ans		35 ans et plus		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +	- 35 ans	35 ans +
Membres				1								
Professionnels	2	1	9	9		2					1	2
Personnel de bureau et techniciens	1	2	12			0						2
Cadres			2	1								
Total au 31 mars 2016	**3**	**3**	**23**	**11**		**2**					**1**	**4**

[1] Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

- **le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.**

Catégorie d'emploi[1]	Nombre de jours pour 2015-2016 (au 18 mars 2016)
Cadres	
	24
Professionnels	
	223,5
Fonctionnaires	
	154
Autre catégorie (membres)	
	-

[1] Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- **le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.**

Catégorie d'emploi[1]	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2015-2016 (au 18 mars 2016)
Cadres					
	1	1	1	-	3
Professionnels					
	7	10	5	4	26
Fonctionnaires					
	10	3	3	2	18
Autre catégorie (membres)					
	1	-	-	-	1

[1] Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation):

- **le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- **le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

CATÉGORIE D'EMPLOI[1]	AVRIL 2015	MAI 2015	JUIN 2015	JUILLET 2015	AOÛT 2015	SEPTEMBRE 2015	OCTOBRE 2015	NOVEMBRE 2015	DÉCEMBRE 2015	JANVIER 2016	FÉVRIER 2016	MARS 2016	TOTAL 2015-2016 (au 18 mars 2016)
Professionnels													
Heures effectuées	225,06	208,07	62,99	35,25	13,50	66,50	79,00	55,00	11,00	2,25	4,50	6,16	769,28
Heures payées	43,50	56,50	17,25	-	-	-	5,25	2	-	-	-	-	124,50
Montant ($)	1 969,10	2 551,13	716,21	-	-	-	224,52	66,24	-	-	-	-	5 527,20
Heures compensées en temps	181,56	151,57	45,74	35,25	13,50	66,50	73,75	53	11	2,25	4,50	6,16	644,78
Montant ($)	9 944,69	6 970,78	2 022,99	1 637,69	622,23	3 162,88	3 735,93	2 531,14	480,38	153,79	307,58	227,75	31 797,83
Fonctionnaires													
Heures effectuées	91,22	89,21	45,73	4,75	-	39,58	127,60	77,58	15,00	5,41	3,91	62,89	562,88
Heures payées	22,01	38,23	34,75	4,75	-	18,75	59,25	31,83	3,50	-	1,91	22,48	237,46
Montant ($)	85,33	1 121,95	1 435,20	196,18	-	643,50	2 141,39	1 297,92	142,24	-	65,55	928,44	8 057,70
Heures compensées en temps	69,21	50,98	10,98	-	-	20,83	68,35	45,75	11,50	5,41	2,00	40,41	325,42
Montant ($)	2 760,25	2 150,81	365,21	-	-	871,76	2 787,47	1 734,67	421,51	157,46	69,40	1 488,61	12 807,15

[1] Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- **le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

CATÉGORIE D'EMPLOI[1]	AVRIL 2015	MAI 2015	JUIN 2015	JUILLET 2015	AOÛT 2015	SEPTEMBRE 2015	OCTOBRE 2015	NOVEMBRE 2015	DÉCEMBRE 2015	JANVIER 2016	FÉVRIER 2016	MARS 2016	TOTAL 2015-2016 (au 18 mars 2016)
Cadres													
	5	1,5	6	10	42,5	3,5	10,5	-	3	-	1,5	3	86,5
Professionnels													
	19,5	6	11	58	168	40	30	12	47,5	12	23,5	29	456,5
Fonctionnaires													
	14	15	22	100,5	134	61,5	49,5	23	35,5	17,5	21	15	508,5
Autre catégorie (membres)													
	-	-	1	12	-	-	-	-	3	-	-	-	16

[1] Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégorie d'emploi[1]	Moins de 10 jours	De 10 à 50 jours	De 50 à 100 jours	100 jours et plus	TOTAL 2015-2016 (au 18 mars 2016)
Cadres					
	1	2	-	-	3
Professionnels					
	9	11	2	-	22
Fonctionnaires					
	8	5	-	-	13
Autre catégorie (membres[1])					
	1	-	-	-	1

[1] Employés réguliers et occasionnels assujettis à la Loi sur la fonction publique.

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI[1]	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Cadres	3	3	3	Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale.
Professionnels	21	20	21	
Fonctionnaires	14	14	15	
Autre catégorie (membres)[1]	1	1	1	
Total	39	38	40	

[1] Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique.

k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS		
	2013-2014	**2014-2015**	**2015-2016**
Professionnel expert	1	1	1

l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 aucun employé du BAPE n'a bénéficié d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL		
	2015-2016		Tous les postes sont affectés à la région administrative de la Capitale-Nationale
	Réguliers	Occasionnels	
Cadres	3		
Professionnels	21	5	
Fonctionnaires	15	3	
Autre catégorie (membres à temps plein nommés par le Conseil des ministres)	6		
Postes vacants	3		
Total	48	8	
	56		

n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

---

a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Deux remplacements ont été effectués.

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.

ANNÉE	NOMBRE DE DÉPARTS PRÉVUS
2016-2017	4
2017-2018	2

Aucune indemnité de retraite n'a été versée.

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Aucune personne retraitée de la fonction publique ou parapublique n'a été engagée.

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l'espace loué;
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)

Emplacement :	**575, rue St-Amable, Québec**
Type d'espace	Bureau + entrepôt
Superficie totale pour chaque local loué :	2e étage : 1 329,82 M.C 3e étage : 277,36 M.C. (rétrocéder au 30 novembre 2015) Entrepôt : 43,48 M.C.
Coût total de la location :	• 42 611,59 $/mois jusqu'au 30 novembre 2015 • 35 356,01$/mois à compter du 1er décembre 2015 • 482 316,76 $/an
Coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :	Rétrocession des espaces locatives du 3e étage Réaménagement des espaces du 2e étage pour l'optimisation des espaces • Remplacement des tapis du 2e étage • Travaux d'électricité, de câblage et de ventilation Le coût de l'aménagement financé par le SQI est de 200 000 $ amorti sur 5 ans soit des mensualités de 3 520 $ pour le BAPE. Le BAPE a retenu les services du CSPQ pour la coordination des différentes étapes de réaménagement (déménagements, recherche et disposition de mobilier dans le surplus gouvernemental, nettoyage des paravents récupérés au surplus gouvernemental, etc). Les coûts facturés par le CSPQ se sont élevés à 46 251 $ en 2015-2016. Ces travaux pour la rétrocession du 3e étage engendreront une économie pour les 5 premières années de près de 45 000 $ en loyer et de 88 000 $ récurrent par la suite.
Durée du bail :	Préavis de 3 mois pour résiliation ou modification
Propriétaire de l'espace loué :	La Capitale Immobilière MFQ inc.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 27)**.

QUESTION GÉNÉRALE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) la ou les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun travaux spécifiques pour la haute direction du BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Il n'y a aucun personnel hors structure pour le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) prévisions pour 2016-2017;
c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne rémunérée par le BAPE n'est affectée à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en 2015-2016.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

TITRE	COÛT
Convention de la Baie James et du Nord québécois et convention complémentaire ➢ Abonnement électronique	90 $
Convention du Nord-Est québécois et convention complémentaire ➢ Abonnement électronique	40 $
Direction générale des acquisitions (DGACQ) ➢ Abonnement annuel du 1er avril 2015 au 31 mars 2016	500 $
Réseau Environnement ➢ Abonnement Vecteur Environnement (janvier à décembre 2016)	31 $
Réseau d'information municipale (RIM) ➢ (juillet 2015 à juillet 2016)	1 325 $
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) Jurisprudence express électronique 4 accès inclus ➢ Année 2016	500 $
Terre de chez nous ➢ Abonnement électronique de 3 ans (fév. 2014 à fév. 2017) (coût 72 $ en 2014-2015)	
Total :	2 486 $

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucun déboursé pour le BAPE pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou frais payés afin de devenir membre de club privée ou autre.

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

BAPE
(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- En juin 1996, la conception et le développement du site ont été réalisés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux pour une somme forfaitaire de 2 000 $. La réalisation de la bannière pour la page d'accueil a été confiée à la firme Parution pour la somme de 340 $.
- En décembre 2002, le site Web du BAPE a été totalement repensé et actualisé, notamment dans le but de respecter le programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec. La construction (conception, design, développement) du site a été effectuée par la firme BMG Multimédia pour une somme contractuelle de 17 200 $.
- En décembre 2004, une nouvelle page d'accueil a été développée par la firme Neuronal Création pour la somme de 1 787 $.

Contenu, entretien et mise à jour

- L'entretien et la mise à jour sont réalisés à l'interne. L'hébergement est assuré par la firme Netelligent Hosting services inc. La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est de 3 096 $.
- Des informations sont ajoutées au site quotidiennement par l'équipe Web. Pour tous les mandats confiés au BAPE depuis l'automne 2002, le maximum d'information pertinente y est enregistré. Le site Web du BAPE est le reflet de ses opérations, on y retrouve notamment tous les rapports de l'organisme depuis son existence dans une rubrique dûment identifiée.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNDE-CNDP)
(www.participation-du-public.net)

Conception, refonte et justification

- En décembre 2004, dans le cadre du projet de coopération France-Québec entre la Commission nationale du débat public (CNDP) et la Compagnie nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE) de la France et le BAPE, un site Web a été développé par la firme Neuronal Création pour la somme de 3 537 $.

Contenu, entretien et mise à jour :

- L'entente prévoit que le BAPE assure l'entretien de base et le fonctionnement du site Web et les organismes celui de leur contenu spécifique.
- La dépense de l'exercice pour l'hébergement du site est assumée à même le coût d'hébergement du site Web du BAPE par la firme Netelligent Hosting services inc.
- La personne responsable du contenu : Diane Paquin, directrice des communications.

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE Nº 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:

a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) le nombre total de demandes reçues;
d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 31

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
e) l'objet;
f) les dates.

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 33

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés <u>et reportés</u> et ~~des gels de crédits~~ pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue par le BAPE en 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Bonis au rendement	
1er avril 2015 au 31 mars 2016	
Catégorie	**Montant**
Professionnels	**5 251,92 $**

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ ou allocation de transition n'a été versée en 2015-2016 par le BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Ne s'applique pas au BAPE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 53

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande;
g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca .

QUESTION GÉNÉRALE Nº 56

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

---

a) la dépense totale (opération et capital);

Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2015-2016

Type	**Coût Total $**	**Acquisition et loc. biens $**	**Services internes $**	**Services CSPQ $**	**Services externes $**
Matériels	15 000	15 000			
Logiciels	5 000	5 000			
Commutateurs réseau					
Ordinateur de table et portable	27 000	27 000 (1)			
Autres biens capitalisables	0	0 (1)			
Télécommunication et téléphonie	28 400			28 400	
Services	32 700		17 000(2)	1 700	14 000
Total en fonctionnement et immobilisation	**108 100**	**47 000**	**17 000**	**30 100**	**14 000**
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	183 991				
Total	**292 091**				

(1) Le total des biens capitalisables est de 27 000 $ pour 2015-2016.

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC).

b) les grands dossiers en cours;

Le BAPE n'a aucun grand projet en cours.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https//www.tableaudebordprojetri.gouv.qc.ca/)

d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez référer à la réponse de la question 11.

Le BAPE n'a aucun consultant externe attitré aux dossiers informatiques.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

---

a) **Masse salariale**
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) **Indemnités de retraite**
Aucune indemnité de retraite n'a été versée par le BAPE en 2015-2016.

QUESTION GÉNÉRALE N° 58

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Veuillez vous référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 60

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE Nº 62

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Ordres ou corporations professionnels	**Montant remboursé en 2015-2016**
Barreau du Québec[1]	2 141 99 $

[1]Remboursement en conformité aux conditions de travail.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2016

ÉTUDE DES CREDITS 2016-2017

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

3. Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du Trésor en 2015-2016 et les prévisions en 2016-2017

4. Niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2016-2017

5. Compressions financières réalisées et à venir dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire

6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2015-2016 et pour les cinq dernières années et le nombre et pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent

7. Nombre de postes vacants abolis

8. Nombre de postes vacants ou de congés non comblés

10. Liste de tous les sondages effectués en 2015-2016

21. Somme dépensée en 2015-2016 pour l'informatique et les technologies de l'information et les prévisions pour 2016-2017

22. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du BAPE

23. Liste des projets en ressources informationnelles

24. Liste des comités interministériels et autres comités

25. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones en 2015-2016

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du Trésor au ministère et à ses organismes pour l'année financière 2015-2016 ainsi que les prévisions pour l'année 2016-2017.

Programme 2 (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement)

- **Élément 1 : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017. Ventiler selon que cela relève du ministère ou l'un de ses organismes.

Programme 2 (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2015-2016 et ses prévisions pour 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor. Ventiler selon que cela relève du ministère ou l'un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2015-2016 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

Secteur	2010-2011				2011-2012				2012-2013			
	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%
Présidence	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	-	-
Secrétariat et direction générale de l'administration et des communications	6	23	1	14	4	17	3	43	3	11	1	25
Direction de l'expertise environnementale et du développement durable	3	14	1	25	3	15	3	50	3	23	0	0
Total	9	18	2	18	7	15	6	46	6	14	1	14

Secteur	2013-2014				2014-2015				2015-2016			
	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ.	%	Nb nomination	%	Nb d'occ	%	Nb nomination	%
Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secrétariat et direction générale de l'administration et des communications	3	11			5	18	-	-	5	18	1	17
Direction de l'expertise environnementale et du développement durable	2	14	2	50	3	20	-	-	3	19	1	25
Total	5	11	2	29	8	15	-	-	8	16	2	20

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement

---

Aucun poste vacant n'a été aboli.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région

---

Il y a trois postes vacants.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les sondages effectués en 2015-2016, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en ayant recours à des firmes externes en 2015-2016.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la somme dépensée depuis 2011-2012, par année financière et les prévisions pour 2016-2017, par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2015-2016
selon le bilan annuel en ressources informationnelles (BARI) – 2015-2016
(selon les données en date du 30 mars 2016)

Type	Coût Total $	Acquisition et loc. biens $	Services internes $	Services CSPQ $	Services externes $
Matériels	1 530	1 530			
Logiciels	160	160			
Portables	6 777	6 777			
Autres biens capitalisables • Composante –commutateur réseau (1) • Ordinateurs de table (14) • Équipements pour visioconférence	27 417	27 417			
Télécommunication et téléphonie	28 021			28 021	
Services	23 553		14 996(1)	308	8 249
Total en fonctionnement et immobilisation	87 458	35 884	14 996	28 329	8 249
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	185 799				
Total	273 257				

(1) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre changements climatiques (MDDELCC).

Prévision pour 2016-2017
(selon la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) – 2016-2017)

Type	Coût Total $	Acquisition et loc. biens $	Services internes $	Services CSPQ $	Services externes $
Matériels	10 000	10 000			
Logiciels	2 000	2 000			
Système téléphonique et serveurs	30 000	30 000 (1)			
Télécommunication et téléphonie	29 400			29 400	
Services	32 800		17 000(2)	1 700	14 000
Total en fonctionnement et immobilisation	104 200	42 000	17 000	30 100	14 000
Rémunération du personnel en TI (encadrement et continuité)	194 080				
Total	298 180				

(1) Le total des biens capitalisables est de 30 000 $ pour 2016-2017 sur un budget de 50 000 $.

(2) Entente de services de soutien informatique convenu entre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et notre ministère portefeuille, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre changements climatiques (MDDELCC).

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activité (incluant hors-Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre depuis 2011-2012, par année financière. Indiquer :

a. le lieu et la date ;
b. le coût ;
c. le nombre de participants ;
d. le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Association des biologistes du Québec (ABQ)	La mise en œuvre des plans de conservation des milieux naturels par la municipalité	Québec	2015-09-25	2	374 $	
Association des biologistes du Québec (ABQ)	40e Congrès de l'Association des biologistes du Québec « Eau douce et écosystèmes aquatiques : une responsabilité partagée »	Orford	2015-11-05 et 2015-11-06	1	205 $	235 $
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur « Administration provinciale » (APSSAP)	L'ergonomie du travail de bureau – Formation des personnes-ressources	Québec	2015-11-17	1	0 $	6 $
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI) et Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE)	Séminaire Évaluation environnementale stratégique en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme: un luxe ou une nécessité	Montréal	2015-05-28 et 2015-05-29	1	300 $	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Association Québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI)	Formation AQEI	Montréal	2015-11-13	1	0 $	27 $
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Formation sur l'utilisation du logiciel « Libre Plan »	Québec	4, 5, 6 ,7 mai 2015, 2015-06-03, 2015-07-06, 9, 21 septembre 2015	33	0 $	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	L'analyse environnementale	Québec	2015-04-13 au 2015-04-15	1	0 $	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Le refus du Canada d'exporter de l'eau en vrac vers les États-Unis - une analyse discursive	Québec	2015-11-27	8	0 $	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	La gouvernance de l'eau	Québec	2016-01-20	8	0 $	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)	Expérimentation d'un changement	Québec	2016-01-21, 2016-02-01, 2016-02-04	30	0 $	
Bureau de coordination du développement durable (BCDD)	Outil de mesure de l'intégration du développement durable aux organismes publics	Québec	2015-06-17	1	0 $	
Bureau de coordination du développement durable (BCDD)	Plan d'action : Stratégie gouvernementale de développement durable	Québec	2015-10-21	2	0 $	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	SAGIR ATE-63 SGR3 - Stratégie de formation	Québec	2015-09-02	1	0 $	
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	SAGIR PO-17 Appels d'offres, soumissions et bons de commande	Québec	2015-09-14 au 2015-09-18	1	0 $	
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	SAGIR ATE-65 SGR3 - Processus Repérage / Nomination	Québec	2015-09-21	1	0 $	
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	SAGIR ATE-67 SGR3 - Atelier Questions / Réponses	Québec	2015-09-22	1	0 $	
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	SAGIR DOT-11 Offre d'emploi en affectation ou en mutation	Québec	2015-10-07 et 2015-10-29	1	0 $	
Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ)	Perspectives économiques et politiques	Québec	2016-01-19	1	70 $	
Commission scolaire de la Capitale	Programme de préparation à la retraite	Québec	2015-09-24 et 2015-09-25	1	250 $	71 $
Conseil du patronat du Québec (CPQ) et Raymond Chabot Grant Thornton	Colloque « Favoriser l'acceptabilité sociale des projets de valorisation des ressources naturelles »	Montréal	2015-10-26	1	125 $	
Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ)	Livre vert sur l'acceptabilité sociale	Montréal	2016-02-19	1	90 $	
École de technologie supérieure (ETS)	Colloque « La recherche hydrologique au Québec »	Montréal	2015-06-09 et 2015-06-10	2	157 $	366 $

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	Québec	2015-04-22, 2015-04-28 et 2015-04-29 2015-05-20, 2015-06-10, 2015-09-10	1	0 $	116 $
Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS)	Colloque « Rendre la ville durable : mythes et réalités »	Québec	2015-11-11	1	0 $	
Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS) et Ouranos	Webinaire, vers l'adaptation : Synthèse des connaissances sur les changements climatiques	Québec	2016-02-18	8	0 $	
Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	Atelier méthodologique « Evaluer les impacts sociaux et environnementaux »	Montréal	2015-12-09	3	690 $	258 $
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	Table ronde sur les hydrocarbures	Québec	2015-06-15	2	0 $	
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	Étude environnementale stratégique sur les hydrocarbures	Québec	2015-11-03	3	0 $	
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMROT)	Webinaire sur l'application Territoires du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Québec	2015-10-14	1	0 $	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	Activité	Lieu	Date	Nombre de participants	Coût	Frais de déplacement
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Biodiversité 1	Québec	2015-10-06	16	0 $	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Chantier gouvernemental en culture	Québec	2015-11-25	2	0 $	
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Biodiversité/Aires protégées et espèces floristiques	Québec	2015-11-26	11	0 $	
Multihexa Québec Inc.	Formation Illustrator CC-M1: Base	Québec	2015-09-25 et 2015-09-29	1	635 $	
Ouranos	L'adaptation aux changements climatiques - visionnement séminaire	Québec	2016-02-04	6	0 $	
Regroupement organismes Bassins Versants	Rendez-vous des Organismes bassins versants du Québec	Québec	2015-06-04	1	115 $	
Renée Hudon, Parole Publique	Coaching en animation	Québec	2015-07-10	1	875 $	
Réseau Environnement	Salon des technologies environnementales du Québec	Québec	2016-03-15	1	475 $	
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Mesures en cas de grève	Québec	2015-04-16	1	0 $	

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Entreprise (personne qui a offert l'activité)	**Activité**	**Lieu**	**Date**	**Nombre de participants**	**Coût**	**Frais de déplacement**
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	Modification au cadre légal et normatif - dotation des emplois	Québec	2015-06-02	1	0 $	
Université Concordia	Procédure d'évaluations des impacts environnementaux (présentation par le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques)	Montréal	2015-09-29	1	0 $	
Université Laval	L'entreprise et sa gestion	Québec	2015-04-01 au 2015-08-31	1	298 $	
Université Laval	Colloque « La modernisation des autorisations environnementales »	Québec	2015-10-08	5	237 $	27 $
Université Laval	Sécurité, contrôle et gestion du risque Conception des systèmes d'information organisationnels II	Québec	2015-09-01 au 2015-12-31	1	594 $	

QUESTION PARTICULIÈRE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des projets en ressources informationnelles, au ministère et au Fonds vert. Indiquer les dépenses et investissements prévus ainsi que les dépenses et investissements réels en 2015-2016 et en 2016-2017. Indiquer également leur état d'avancement au 31 mars 2016 (en % d'avancement) et les explications sommaires des écarts.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a aucun projet en ressources informationnelles.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupe de travail, auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2015-2016 et 2016-2017. Ventiler par sous-ministériat du ministère et par organisme et indiquer, pour chacun :

a. **le(s) mandats;**
b. **la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
c. **les rencontres tenues en 2015-2016;**
d. **les résultats détaillés des rencontres tenues en 2015-2016;**
e. **les rencontres prévues en 2016-2017 avec l'objet et l'échéancier.**

Le BAPE participe au Comité interministériel sur le développement durable (CIDD-Organismes) dont la responsabilité est confiée au MDDELCC.

Son mandat

En 1991, le ministère de l'Environnement du Québec créait le CIDD. Principale instance de concertation vouée au développement durable au sein du gouvernement, ce comité regroupe la majorité des ministères et organismes gouvernementaux qui participent à la mise en œuvre du développement durable au Québec.

La liste des membres

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

Le budget dépensé en 2015-2016

C'est le MDDELCC qui assume les frais.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Participation à une rencontre du CIDD-Organismes le 8 décembre 2015. Aucun frais assumé par l'organisme en raison de la proximité du lieu de rencontre avec les bureaux du BAPE.

Les résultats atteints

C'est le MDDELCC qui possède cette information.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2015-2016. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

a. l'objet des consultations ;
b. le moyen utilisé ;
c. les dates de rencontres ;
d. les communautés et les personnes consultées ;
e. les résultats des consultations ;
f. les montants afférents ;
g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2016-2017.

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement n'a pas la responsabilité de mener des consultations auprès des communautés autochtones, cette obligation de consultation incombant à la Couronne.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Secrétariat et direction générale de
l'administration et des communications

Avril 2016

ÉTUDE DES CREDITS 2016-2017

Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BAPE

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1. Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation

2. Liste des formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés

3. Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information

4. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le BAPE

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels

6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire

7. Liste et copie de tous les sondages effectués

8. Liste et copie de tous les avis, juridiques ou autres, commandés en 2015-2016

9. Liste de tous les frais de traduction et de documents traduits

10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers

14. Nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques

15. Nombre d'ETC affectés et les couts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires

18. Liste des consultations menées auprès des communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :

a) **la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;**
b) **la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;**
c) **leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration

La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein	Durée du mandat	Date de début	Date de fin	Échelle traitement 2015-2016
BARIL, Pierre, Président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	139 163 $ 180 911 $
BERGERON, Denis	5 ans	2011-06-13	2016-06-12	94 255 $ 127 242 $
FRANCOEUR, Louis-Gilles, Vice-président	5 ans	2012-11-19	2017-11-18	119 841 $ 155 795 $
GERMAIN, Michel	5 ans	2014-05-31	2019-05-30	94 255 $ 127 242 $
GRANDBOIS, Gisèle	5 ans	2014-01-20	2019-01-19	94 255 $ 127 242 $
PARENT, Anne-Marie	3 ans	2014-05-29	2017-04-14	94 255 $ 127 242 $

Membres additionnels à temps partiel dont le mandat est en vigueur			
NOM, PRÉNOM	**Durée du mandat**	**Date de début de mandat**	**Date de fin de mandat**
ANDRÉ, Pierre[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
DÉRIGER, Louis	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
FLEURY LAROUCHE, Ursula[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GAUTHIER, Marie-Hélène[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
GENDRON, Corinne	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
GHANIMÉ, Linda[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
HAEMMERLI, John	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
LOCAT, Jacques	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
MAGNAN, Pierre[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
PAQUIN, Marc	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017
PHILIPPE, Cynthia[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
RENAUD, Pierre[1]	3 ans	30 mars 2016	29 mars 2019
ZAYED, Joseph	3 ans	3 septembre 2014	2 septembre 2017

[1]Nommé au cours de l'exercice

Membres additionnels à temps partiel en 2015-2016 dont le mandat est terminé			
NOM, PRÉNOM	**Durée du mandat**	**Date de début de mandat**	**Date de fin de mandat**
BERNARD, Florian	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BISSON, Isabelle-Anne	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BLANC, Martine	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BLANCHET, Guy	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
BRUNEAU, Geneviève	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
DRAPEAU, Nathalie	3 ans	6 juin 2012	5 juin 2015
GOYER, Michèle	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
LABRIE, Donald	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
PARÉ, Jean	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
POITRAS, Jean	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
TRUDEAU, Nicole	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
VANDERSMISSEN, Marie-Hélène	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015
VAN HOUTTE, Christian L.	3 ans	28 octobre 2012	27 octobre 2015

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation des mandats confiés au BAPE en 2015-2016 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 585,02 $ à titre de président de commission et de 555,77 $ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est fixée par décret (805-2001).

Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation des membres à temps plein

Frais de déplacement, de voyage et de repas

Nom	Montant avant taxes Selon les données au 31 mars 2016
Baril, Pierre[1]	193 $
Bergeron, Denis[2]	1 898 $
Francoeur, Louis-Gilles[2]	421 $
Germain, Michel [2]	814 $
Grandbois, Gisèle[2]	475 $
Parent, Anne-Marie[2]	423 $

(1) Les frais de déplacement, de voyage et de repas ont été encourus lors des activités liées au rayonnement du BAPE et pour le suivi de certains mandats. Les frais de transport (avion, location de véhicule) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs sont inclus dans ces montants.

(2) La majorité des frais de déplacement ont été engendrés lors des activités liées aux mandats d'enquête et d'audience publique. Ces montants correspondent aux remboursements des frais encourus par le membre (repas ou allocation pour les repas ou remboursement essence pour le véhicule loué). Les frais de transport (avion et location de véhicules) et d'hébergement directement payés aux fournisseurs ne sont pas inclus dans ces montants.

Les frais de représentation

Titre	Montant avant taxes Selon les données au 31 mars 2016
Président (Maximum annuel autorisé : 2 415 $)	207 $
Vice-président (Maximum annuel autorisé : 2 070 $)	0 $

Allocation de séjour (montant annuel)

Titre	Montant total pour l'année
Pierre Baril, Président (allocation mensuel de 1 225 $)	14 700 $
Louis-Gilles Francoeur, Vice-président (allocation mensuel de 1 225 $)	14 700 $
Anne-Marie Parent, Membre (allocation mensuel de 1 225 $)	14 700 $

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune de l'année 2015-2016. Indiquer :

a) le lieu ;
b) le coût ;
c) la ou les dates de participation ;
d) le nombre de participants ;
e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
f) le nom de la formation ou de l'activité.

Se référer à la réponse 22 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Se référer à la réponse 21 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :
a) son mandat ;
b) la liste des membres ;
c) le budget dépensé ;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
e) les résultats atteints.

Se référer à la réponse 24 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Se référer à la réponse 6 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçues par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Le BAPE n'a effectué aucun sondage en ayant recours à des firmes externes en 2015-2016.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques demandés par le BAPE sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

NOM DU CONTRACTANT	DOCUMENTS TRADUITS	COÛTS
Beesum Communications	Traduction de l'anglais vers le cri et l'inuktitut du rapport conjoint, de la synthèse et de la conclusion du rapport de la commission pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec » (rapport # 308)	42 560 $
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction du français vers l'anglais de l'*Annexe 4 - Engagement de confidentialité* du contrat avec Beesum Communications pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec »	72 $
Gardner, Christine (traductrice)	Traduction du français vers l'anglais du rapport conjoint, de la synthèse et de la conclusion du rapport et traduction de 2 lettres pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Les enjeux de la filière uranifère au Québec » (rapport # 308)	8 828 $
Synnott, Maude	Traduction de l'anglais vers le français de l'extraits de transcriptions pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Projet de parc éolien Saint-Cyprien à Saint-Cyprien-de-Napierville » (rapport # 318)	592 $
Traducteurs unis, Les	Traduction du français vers l'anglais du Sommaire du rapport pour le mandat d'enquête et d'audience publique « Projet de construction d'une installation de liquéfaction de gaz naturel à Bécancour par Stolt LNGaz inc. » (rapport # 315)	788 $

TRADUCTION SIMULTANÉE

Le BAPE a une entente de services avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui lui confie l'organisation logistique et technique des séances publiques d'audience tenues par le BAPE. À ce titre, le CSPQ est responsable de fournir les services de traduction simultanée (interprètes) lorsque requis.

TRADUCTION SIMULTANÉE	COÛTS
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET OLÉODUC ÉNERGIE EST – SECTION QUÉBÉCOISE	
Traduction simultanée de l'anglais au français au cours des séances publiques pour la 1re partie de l'audience publique les 8, 9, 10, 16 et 17 mars 2016. (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	10 800 $ (estimé)
MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE 389 ENTRE BAIE-COMEAU ET MANIC-5	
Traduction simultanée en français et Innu de la séance publique pour la 1re partie le 21 octobre 2015 (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	1 489 $
Traduction simultanée en français et Innu de la séance publique pour la 2e partie le 18 novembre 2015 (honoraires pour les interprètes, techniciens et équipements et frais de déplacement)	1 386 $

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2015-2016.

Le 16 mars 2015, le BAPE a transmis une demande de rétrocession d'espaces locatifs à la SQI. Le BAPE souhaitait rétrocéder ses espaces locatifs du 3e étage (environ 250 m^2) afin de réduire ses frais de fonctionnement. La SQI a accepté la rétrocession et autorisé les travaux d'aménagement des espaces du 2e étage. Les travaux ont été réalisés en plusieurs phases pour ne pas perturber la continuité des opérations du BAPE (du 16 octobre au 30 novembre 2015). Les travaux ont consisté au remplacement des tapis du 2e étage qui était rendu à leur fin de vie utile (après consultation auprès du CSPQ et la SQI), à des travaux d'électricité, de câblage et de ventilation. Le coût de l'aménagement financé par le SQI est de 200 000 $ amorti sur 5 ans soit des mensualités de 3 520 $. Ces travaux pour la rétrocession du 3e étage engendreront une économie pour les 5 premières années de près de 45 000 $ en loyer et de 88 000 $ récurrent par la suite.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 :

A) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
B) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques
C) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organisme
D) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépense (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.

---

a) Le BAPE compte 6 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.

b) Le BAPE n'a aucune somme investie en fonctionnement pour la veille médiatique. Seuls les salaires du personnel, dont les tâches comportent en partie de réaliser une veille médiatique, y seraient imputables. Cette donnée n'est toutefois pas disponible.

c) Aucune rencontre tenue en dehors des tâches reliées aux mandats confiés par le Ministre.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Cette donnée n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18
2E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2014-2015 et 2015-2016. Indiquer :

a. l'objet des consultations;
b. le moyen utilisé;
c. les dates de rencontres;
d. les communautés et les personnes consultées;
e. les résultats des consultations;
f. les montants afférents.

Se référer à la réponse 25 de l'Opposition officielle.